

## 8.3. Le futur de l'Europe ne doit pas être « made in China » mais « made in EU »

*Grâce à une stratégie bien rodée, la Chine dévore les marchés intérieur et extérieur de l'Europe, qui laisse faire. Un expert belge de la Chine s'est penché sur l'impact de cette expansion économique sur l'union européenne. Dossier réalisé par Isabelle Lemaire.*

Depuis 10 ans, l'union européenne perd chaque année 140 milliards d'euros à cause d'un déficit structurel bilatéral avec la Chine. Pékin utilise son excédent commercial pour rendre son économie plus compétitive ; accroître son influence à l'étranger, renforcer sa puissance militaire. Et elle n'a pas l'intention de changer de voie. L'Europe, qui essaie depuis 20 ans par la négociation de rééquilibrer ses échanges commerciaux avec la Chine ; n'a obtenu ni résultats ni progrès.

Le constat posé par Jonathan Holslag est sans appel : la Chine conquiert le monde avec ses produits pendant que l'Europe non seulement laisse faire mais aggrave le problème en ouvrant grand ses portes aux investisseurs chinois (la Chine est le deuxième partenaire commercial de l'UE). Comment la Chine s'y prend-elle ? Réponse avec quelques éléments clés de la stratégie économique chinoise, tirés de l'étude de Jonathan Holslag.

### 1. Contrôler les transports et les points de chute

C'est l'une des clés de l'expansion économique de la Chine. Pour soutenir ses exportations, les entreprises chinoises développent non seulement des moyens de transport des marchandises (avions, trains, bateaux) mais aussi d'impressionnantes infrastructures ou voies d'accès hors de son territoire : pipelines, autoroutes, lignes maritimes, réseau de câbles en fibre optique. On peut aussi épinglez les prises de participation chinoises dans des aéroports (Toulouse, par exemple) et le rachat du port grec du Pirée en 2016 par Cosco. "Depuis qu'elle contrôle le Pirée ; la Chine y a augmenté la capacité de traitement des containers de 291 %, alors que la hausse dans les grands ports belge et néerlandais n'est que de 17 %", signale Jonathan Holslag.

### 2. Miser sur l'innovation et pas que grâce à ses chercheurs

Afin de rester compétitive, la Chine ne peut plus se contenter de produire du bas de gamme. Selon le ministre chinois des Sciences et Technologies, "la dépendance à la technologie étrangère est une faiblesse fatale". Alors, le pays dépense 2,1 % de son PIB dans la recherche et développement (R&D), qu'elle laisse largement aux mains du secteur privé. Mais la production chinoise high tech passe aussi par d'autres voies comme l'acquisition d'entreprises étrangères. Le rachat de Volvo par Geely a permis l'accès à 10000 brevets et une R&D complète ; celui de Motorola par Lenovo a mis dans l'escarcelle chinoise 2000 brevets.

### 3. Susciter des attentes auprès de ses partenaires

"La Chine souligne en permanence que sa croissance économique engendrera plus d'opportunités commerciales, de touristes et d'investisseurs chinois qui dépenseront de l'argent à l'étranger", explique Jonathan Holslag. " Dans les pays pauvres, elle promet des prêts. Dans les riches, elle tente de susciter l'intérêt de groupes intéressés par les produits chinois bon marché (ports, logistique ; détaillants, immobilier...) et de multinationales fortement implantées en Chine. "

### 4. Gouvernance : vouloir le beurre et l'argent du beurre

"La Chine fait un usage sélectif de la bonne gouvernance économique", écrit le chercheur belge. Elle a introduit une demande de statut d'économie de marché à l'organisation mondiale du commerce, qui est bloquée par les Etats-Unis et l'UE. La Chine veut être traitée comme telle mais ne respecte pas les lois du commerce international, refusant aussi de signer certains traités. Sa concurrence est jugée déloyale par à peu près tous les acteurs économiques mondiaux : surproduction, vente des produits à l'exportation en dessous des coûts de production, subventions d'Etat (lire plus loin), protectionnisme à outrance, espionnage industriel...

## **5. Utiliser les banques d'Etat en soutien aux exportations**

Voici la baguette magique de l'Etat chinois pour développer les exportations. Les entreprises locales bénéficient de colossaux crédits de préfinancement : 216 milliards de dollars rien qu'en 2016. Les grandes banques chinoises, contrôlées par l'Etat et le Parti communiste, accordent de généreux prêts aux sociétés ayant des visées internationales, de quoi alimenter la concurrence déloyale.

### **Selon l'expert, l'Union européenne a des armes pour se défendre**

L'impact négatif de l'expansion économique chinoise sur l'union européenne est énorme. Certains acteurs en doutent ; Jonathan Holslag leur répond : "il faut arrêter de prétendre que la croissance chinoise a été bénéfique à la nôtre. La Chine a délibérément compliqué la cohésion et la survie de l'Union européenne". Et d'énumérer les dégâts : usines fermées, emplois perdus, perte de marchés dans les pays tiers et de propriété intellectuelle, balance commerciale négative de 1,4 milliard de milliards d'euros depuis 2006.

Comment expliquer cette naïveté des Européens qui ont accueilli à bras ouverts les investissements et produits chinois ? "il y a plusieurs explications", indique Jonathan Holslag. "Dans les années 90, l'Europe était encore très compétitive mais les choses ont changé, quand notre économie a subi la crise. Notre politique vis-à-vis de la Chine a été guidée par des multinationales (constructeurs automobiles allemands, Airbus, secteur de la chimie), qui ont beaucoup investi dans ce pays et dont la croissance est désormais très dépendante de la Chine. Elles ont influencé la Commission européenne en affirmant qu'il était primordial de rester ouvert par rapport à la Chine."

### **Les informations sur la stratégie chinoise étaient disponibles**

Il poursuit. "Ensuite, il y a des clivages entre Etats membres. La France, l'Italie, l'Espagne estiment que le déficit bilatéral avec la Chine nuit à leur prospérité. Par contre, l'Allemagne ou les Pays-Bas, qui pensaient que leurs industries pouvaient concurrencer la Chine, ont eu une influence favorable à la Chine sur la Commission. Enfin, alors que des informations sur la stratégie chinoise étaient librement disponibles sur le site Internet du gouvernement chinois, on n'a pas eu la capacité de les analyser et de les traduire dans une réponse européenne." Parallèlement, le ministère du Commerce chinois peut compter sur ses 10000 employés et un vaste réseau de conseillers dans les villes clés pour "monitorer" tout ce qui se passe sur le plan économique en Europe et ailleurs.

Le chercheur fait ses recommandations aux autorités européennes, nationales et de l'union. "Car il n'est pas trop tard pour rétablir un équilibre dans nos rapports commerciaux avec la Chine mais, le temps de la patience stratégique, c'est fini !", dit-il.

### **Renforcer l'Europe**

"Il faut établir une politique industrielle européenne à long terme, durable, centrée sur le développement humain et soutenue par les Etats membres", préconise Jonathan Holslag. Il plaide pour la création d'institutions européennes fortes qui pourront octroyer des crédits à long terme aux entreprises de l'UE, une suppression progressive de la coopération R&D avec la Chine financée par les pouvoirs publics. "On doit attaquer le mal des subventions à la racine par une action à l'OMC. Et aucun nouvel accord avec la Chine ne doit être conclu tant qu'elle n'accorde pas à l'Europe plus de réciprocité", ajoute-t-il. Le chercheur ne condamne pas "le réalisme chinois. La Chine n'est pas le diable mais un défi". Et il résume son souhait par cette phrase : "Le futur de l'Europe ne doit pas être 'made in China' mais bien 'made in Europe'".

### **À savoir**

Parcours. Jonathan Holslag, 36 ans, est professeur de politique internationale à la VUB. Les recherches de cet académique flamand, pédagogue et touche-à-tout, portent sur l'impact de la croissance chinoise sur la politique mondiale. Il est l'auteur de nombreux livres et est fréquemment sollicité par les médias belges et internationaux pour ses avis d'expert. Jonathan Holslag est le cofondateur de l'Institut d'études de La Chine contemporaine. Son étude, "Comment l'essor de la Chine nuit à la croissance européenne et pourquoi l'Europe doit rééquilibrer son partenariat", détaillée ci-dessous, sera publiée en livre dans le courant de cette année.

## Le cas Huawei

De la PME au géant mondial

Soutien d'Etat. Dans son étude, Jonathan Holslag épingle le cas de Huawei. Créée en 1987, l'entreprise chinoise de télécommunication Huawei était au départ une petite entreprise qui, grâce aux connexions de son fondateur, est devenue un important fournisseur de l'armée chinoise. Dans les années 90, Huawei s'est implanté sur le marché civil chinois, avant d'être désigné par Le gouvernement comme un "champion", un fleuron économique en puissance dont il fallait soutenir la croissance, à coups de dizaines de milliards de dollars.

L'entreprise a progressivement conquis le marché chinois, avec des équipements téléphoniques s'inspirant de la technologie étrangère, puis le monde. Aujourd'hui, grâce au soutien massif de l'Etat et des banques chinoises, l'entreprise inonde la planète de téléphones (trop) bon marché, au point d'éveiller des soupçons de dumping. Huawei a alors changé son fusil d'épaule et misé sur la recherche et développement, toujours grâce à l'argent des banques d'Etat, et fabrique désormais des produits plus haut de gamme. Elle prétend pourtant que ses actionnaires sont privés mais on n'en connaît pas vraiment l'identité.

La Libre Belgique – vendredi 2 mars 2018